

Users' Group – ad-hoc Platform "RES"

Réunion du 6 mars 2012

Présents :

- H. Boghaert (GABE)
- J.-P. Boydens (FEBEG)
- E. Brouwers (FEBELIEC)
- M. Cailliau (FEBEG)
- T. De Wael (FEBEG)
- B. De Wispelaere (FEBEG)
- S. Harlem (FEBEG)
- N. Laumont (EDORA)
- P. Lobé (FEBEG)
- R. Loos (Belpex)
- O. Van der Maren (FEB)
- F. Van Gijzeghem (ODE)
- B. Van Zeebroeck (EDORA)

P. Buijs, B. De Wachter, F. Dunon, I. Gerkens, S. Mertens, M. Van Bossuyt (ELIA)

Agenda

1. Présentation Elia « Intégration RES – impacts développement de réseau et gestion du système »
2. Présentation FEBEG « RES BEYOND 2020 »
3. Presentation Belpex « How a power exchange can help integrate RES into the wholesale power market »: reporté à la prochaine réunion

Discussions

Elia présente les impacts du développement des RES sur le réseau du TSO, d'une part quant aux développements nécessaires pour disposer d'un réseau répondant aux nouvelles demandes et, d'autre part, quant aux coûts de gestion opérationnelle et d'équilibre du système (v. présentation « Intégration RES – impacts développement de réseau et gestion du système »).

Concernant le premier axe d'impacts, Elia rappelle que d'ici 2020, les réseaux, surtout au niveau des GRDs, prévoient un important développement des RES. Une étude de potentiel d'accueil du réseau wallon d'Elia a montré qu'il pouvait accueillir entre 1800 et 2800 MW sans développements majeurs, pour autant que les RES s'installent dans les zones favorables identifiées. En dehors, il faudra envisager une gestion dynamique de la production et/ou un renforcement du réseau. Ces renforcements ne peuvent se concevoir ex-ante que pour des zones prioritaires préalablement identifiées avec les autorités (notamment dans les plans de développement).

Quant à l'optimum entre perte d'énergie non produite et investissements dans le réseau pour permettre l'accès permanent à 100% de la production, la demande potentielle de flexibilité de la production doit être évaluée par rapport à l'occurrence de la puissance maximale de la production. Pour minimiser le coût pour la collectivité, il convient de déterminer l'équilibre entre la perte d'énergie non produite et les investissements dans le réseau. EDORA insiste pour évaluer les coûts sur base de critères socio-économiques

à court, moyen et long terme. Selon EDORA, rémunérer l'énergie non injectée sur le réseau mène à un équilibre entre investissement dans le réseau et énergie perdue qui minimise les coûts pour la collectivité. Selon EDORA, cette vision est partagée par la CWaPE en Wallonie dans le cadre des travaux REDI.

Quant à la solution du stockage, le potentiel d'hydro-stockage au niveau du TSO est très limité en Belgique, surtout en tenant compte de la valeur faible de l'énergie stockée.

EDORA souhaite que les autorités clarifient la notion de projet déraisonnable, pour lequel la flexibilité serait non compensée et sans limite de temps, ce qui impliquerait en pratique que le réseau ne serait jamais renforcé dans cette zone. De plus, EDORA insiste sur le fait que cette notion peut évoluer dans le temps. FEBELIEC part du principe que le consommateur est prêt à payer ce qui est payé dans les pays voisins, et que des coûts démesurés doivent être évités. Pour Elia, il faut regarder la problématique de façon globale et par horizon de temps, pour évaluer le degré d'efficacité d'un investissement réseau et limiter son impact sur le consommateur.

Quant à l'impact des RES sur la gestion du réseau, il est double : il entraîne directement l'augmentation des besoins de réglage vu la croissance d'unités de production RES intermittents, souvent difficilement réglables. Cet effet existe aussi indirectement suite à la moindre disponibilité économique de centrales (conventionnelles) réglables, qui sont poussées hors du marché vu la croissance de production RES. Elia insiste sur l'ampleur du coût de cette gestion, répercuté dans les tarifs de réseau de transport. La participation des RES aux services auxiliaires pourrait bénéficier autant aux gestionnaires de réseau qu'aux producteurs, suivant une rémunération conforme au marché. Elia et FEBELIEC soulignent qu'une compensation supplémentaire égale à la valeur des certificats verts non-produits mènerait à des coûts sociétaux plus élevés.

EDORA insiste pour mener ces discussions relatives aux coûts sociétaux sur base de chiffres concrets.

FEBELIEC trouve que les subsides à la production RES deviennent trop élevés surtout vu les coûts de gestion du réseau découlant de la présence des RES. Selon Elia, un mécanisme de soutien basé sur la capacité au lieu de l'énergie produite mènerait à des surcoûts sociétaux moins élevés. Pour FEBELIEC, le « capacity payment » serait très coûteux pour le consommateur.

EDORA relève l'intérêt d'une approche où l'on activerait en premier lieu le « demand side management » (DSM) avant de flexibiliser les unités fossiles, puis les RES présentant un coût marginal puis enfin les RES gratuits. Chez Elia, le DSM se fait déjà actuellement via les contrats des « clients interruptibles » ; au niveau des clients raccordés au niveau des GRDs, d'importantes opportunités existent encore.

FEBEG présente également sa vision des RES, en basant sa piste de réflexion sur l'utilisation des ETS comme driver pour les RES au niveau européen et non des objectifs nationaux. Quitte à corriger si nécessaire ce mécanisme par un soutien basé sur la capacité et des appels d'offres européens. FEBEG insiste aussi sur le besoin de développement ex-ante du réseau (v. présentation « RES BEYOND 2020 »). Elia souligne la difficulté de planifier des investissements réseau raisonnables et utiles, alors qu'elle manque d'informations structurées sur les zones où développer son réseau. Il n'existe pas de cadre long terme au niveau régional ou fédéral, qui fixerait les zones pour les raccordements d'unités de production RES à privilégier pour 2020-2025. ODE souligne l'importance d'une coordination générale et propose que le secteur communique sa vision aux autorités.



FEBEG propose ensuite un mécanisme de soutien (basé sur la capacité) pour des unités autres que les RES, pouvant compléter les unités RES, et régler les problèmes mentionnés ci-dessus. FEBELIEC veut éviter de payer un même investissement plusieurs fois et souhaite connaître les systèmes alternatifs au capacity remuneration. Pour la FEB, l'autorité devrait fixer ses priorités par rapport à la production RES, à l'environnement (limites d'émissions CO2), à la sécurité d'approvisionnement et à la compétitivité.

Elia propose que FEBELIEC présente le point de vue des consommateurs à la prochaine réunion, ainsi que BELPEX présente ses activités. Les membres de la Platform RES souhaitent également mieux comprendre le mécanisme de soutien basé sur la rémunération de capacité. Elia fera une présentation générale sur ce sujet.

\* \* \*

Prochaine réunion 19/04/2012 à 14h30 (Elia, Empereur)